

Où en est l'histoire de la Résistance ?

Compte rendu synthétique¹ du débat du samedi 11 octobre 2008 proposé par la Fondation de la Résistance dans le cadre des Rendez-vous de l'histoire de Blois

Modérateur :

ANTOINE PROST, professeur émérite de l'université de Paris I, président du comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance.

Intervenants :

CLAIRE ANDRIEU, professeur à l'IEP de Paris.

JEAN-MARIE GUILLON, professeur à l'université de Provence.

PIERRE LABORIE, directeur d'études à l'EHESS.

Antoine Prost annonce un débat en trois temps :

Tout d'abord un premier temps à caractère informatif, qui énoncera les tendances récentes de l'historiographie. Puis un deuxième temps où seront abordées les relations de l'histoire de la Résistance avec la société. Enfin, un troisième temps consacré aux échanges avec la salle.

Sur le premier point, il évoque les livres récents de plusieurs auteurs, importants par leur visée synthétique : celui de Jean Pierre Azéma sur Jean Moulin² qui déborde en fait sur une histoire politique de la Résistance, celui de Laurent Douzou sur l'historiographie de la Résistance³ et le récent livre d'Alya Aglan sur le temps des résistants⁴ dont l'objet est d'établir une typologie des résistants selon leur rapport à la temporalité.

Pierre Laborie et **Jean-Marie Guillon** rappellent ensuite la portée du Dictionnaire historique de la Résistance⁵ sorti en 2006. C'est l'aboutissement d'un projet né aux lendemains du colloque « Vichy et les Français » de 1989. Il s'agissait de faire l'équivalent sur la Résistance dans son lien avec la société et de lui redonner toute sa place dans l'historiographie, après des années de focalisation sur Vichy. Cette entreprise a d'abord donné lieu à six colloques tenus de 1993 à 1996. Le *Dictionnaire* en reprend les acquis, tout en développant une dimension supplémentaire dans une série d'articles consacrés à une anthropologie de la Résistance.

Le *Dictionnaire* a lui-même été prolongé par le colloque de mars 2008 « Faire l'histoire de la Résistance »⁶, à Lyon, qui s'est penché sur les étapes de l'historiographie depuis 1945 –

¹ Synthèse rédigée par H. Guillemet et B. Leroux de la Fondation de la Résistance et relue par les intervenants.

² Jean-Pierre Azéma *Jean Moulin*, Perrin 2003, 507 p.

³ Laurent Douzou, *La Résistance française: une histoire périlleuse*, Le Seuil, collection Points-Histoire, 2005, 365p.

⁴ Alya Aglan, *Le temps de la Résistance*, Actes Sud, 2008, 378 p.

⁵ François Marcot (dir., avec la collab. de Bruno Leroux et Christine Levisse-Touzé), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2006, 1248 pages. La Fondation de la Résistance a contribué à l'ouvrage en apportant son soutien financier, logistique et intellectuel.

⁶ Le programme du colloque est consultable sur : http://www.fondationresistance.org/pages/rech_doc/colloques.htm

une historiographie très diversifiée mais dont la richesse est méconnue, on aura l'occasion d'y revenir.

Claire Andrieu présente une voie nouvelle dans l'étude de la Résistance, celle qui s'intéresse à la Résistance en-dehors des organisations, sans laquelle, par exemple, ni le sauvetage d'aviateurs alliés tombés au sol, ni le sauvetage des juifs n'aurait été possible. Elle signale la parution en décembre d'un ouvrage tiré d'un colloque international et comparatif portant sur les pratiques de sauvetage développées lors des génocides des arméniens, des juifs et des tutsis⁷. Hors des organisations ou en marge de celles-ci, on trouve beaucoup de femmes. L'entrée « femmes », comme celle du sauvetage, révèle une autre Résistance, celle qui est faite d'une multitude de petits actes qui finissent par constituer une action collective en-dehors de toute organisation ou toute hiérarchisation formalisée. L'exemple de la Résistance des Françaises à Ravensbrück en offre une saisissante illustration⁸.

Antoine Prost et **Pierre Laborie** soulignent la nouveauté des travaux menés sur l'appareil d'occupation et sur la répression à partir des archives allemandes, notamment la thèse de Gaël Eisman qui permet d'appréhender la Résistance à travers la répression du commandement militaire allemand en France⁹.

Pour **Jean-Marie Guillon**, une grille de lecture s'est imposée depuis ce qui a été appelé la « révolution paxtonienne » avec une « France de Vichy » omniprésente, où, en caricaturant, l'occupant avait disparu. Des travaux comme ceux de Gaël Eisman remettent l'occupant à sa place et pas seulement la SS mais aussi la Wehrmacht qui tient une place majeure dans la répression.

De façon plus générale, les travaux des jeunes chercheurs actuels correspondent à une troisième génération. Jusqu'aux années 60, les historiens (entendons les historiens « de métier »), qui étaient le plus souvent d'anciens résistants ont surtout cherché à donner leur propre version de l'histoire, à travers une histoire centrée sur les organisations clandestines. Ont suivi des historiens plus enclins à accorder de l'importance à l'histoire culturelle, aux comportements et aux attitudes. La Résistance a commencé à être replacée dans le temps long des révoltes et des protestations, dans une dimension « braudélienne ». Enfin arrive aujourd'hui une troisième génération qui intègre les questionnements de la précédente en travaillant sur des archives et des thèmes encore non défrichés. Ce sont les thèses en cours de Sylvain Gregori sur les rapports entre Résistance et société en Corse¹⁰ ou encore des boursiers de la Fondation, Julien Blanc sur les débuts de la résistance en zone occupée à travers le cas du

⁷ Jacques Sémelin, Claire Andrieu, Sarah Gensburger (dir.), *La résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage*, Presses de Sciences Po, 2008.

⁸ Cf. le dossier « Femmes, Résistance et Déportation », dirigé par Claire Andrieu et Christine Bard, *Histoire@Politique*, 5, juillet 2008, <http://www.histoire-politique.fr>

⁹ Gaël Eismann : *La politique de "maintien de l'ordre et de la sécurité" conduite par le Militärbefehlshaber in Frankreich (Commandant Militaire Allemand en France) et ses services, 1940-1944*, IEP de Paris, 2005.

¹⁰ Sylvain Gregori, *Entre continuité et rupture : résistance(s) et société corse (1940-octobre 1943)*, thèse de doctorat d'histoire en cours, Université de Provence.

« réseau du musée de l'Homme¹¹ », Cécile Vast sur les Mouvements Unis de Résistance en zone sud¹² :

Antoine Prost conclut cette partie en évoquant l'ampleur de la documentation réunie dans les CD et DVD Rom de l'AERI, avec à ce jour une quinzaine de départements couverts ainsi que celui qui concerne toute l'Ile-de-France¹³. Ils peuvent fournir aux professeurs de très nombreuses ressources pour faire travailler leurs élèves.

Il en vient au deuxième temps du débat, consacré à la situation de l'histoire de la Résistance dans la société, la culture, l'enseignement. Quel rapport entretiennent les contemporains vis-à-vis de cette histoire ?

Pierre Laborie revient sur les silences observés dans la presse nationale et dans les grandes revues de vulgarisation historique sur la parution du *Dictionnaire historique de la Résistance*. Il lui semble que ce silence participe d'un processus de dévalorisation et de dénaturation de la Résistance dont on peut repérer d'autres symptômes :

- La persistance du cliché « 100 000 résistants face à 100 000 collaborateurs et séparés par une masse amorphe, attentiste, que l'on retrouve notamment dans le film de Patrick Rotman sur l'été 44, poncif repris depuis régulièrement dans les grands médias¹⁴.
- La place de la résistance dans les manuels scolaires de terminales. Il prend l'exemple de cinq manuels du programme qui, traitant de la mémoire de la deuxième guerre mondiale, passent presque sous silence la déportation pour faits de résistance et surtout, n'abordent la mémoire de la Résistance qu'à travers la notion de « résistancialisme ». Ainsi catégorisée, cette mémoire est présentée comme une sorte d'imposture sur le passé, comme un phénomène négatif, une « mémoire-écran » qui aurait empêché de prendre conscience de la réalité de la France de Vichy et du « comportement réel » des Français, tel du moins que le décrit la vulgate inspirée du film *Le Chagrin et la pitié*.
- Enfin, ici même à Blois, on a pu entendre dans un débat sur la Résistance allemande l'affirmation que les Résistants allemands étaient aussi nombreux que les Résistants français, le chiffre avancé à l'appui de cette comparaison étant de 80 000... Avant même de parler du contresens qu'implique une vision de la Résistance rétrécie à des problèmes d'effectifs, il faut rappeler que, même sous cet angle-là, le discours de dévalorisation est flagrant.

¹¹ Julien Blanc: *Du côté du musée de l'Homme. Les débuts de la Résistance en zone occupée (1940-1941)*, Université de Lyon II (soutenance en décembre 2008).

¹² Cécile Vast: *Une histoire des Mouvements Unis de Résistance (de 1941 à l'après-guerre). Essai sur l'expérience de la Résistance et l'identité résistante*, Université de Besançon (soutenance en novembre 2008).

¹³ L'Association pour des Etudes sur la Résistance Intérieure a édité 16 CD ou DVD-Rom disponibles sur la librairie en ligne de l'AERI : <http://librairie.aeri-resistance.com>

¹⁴ *Eté 44. La libération*, documentaire de Patrick Rotman diffusé en 2004 puis en 2006 sur les chaînes de service public.

Antoine Prost indique que les seuls effectifs des résistants ayant obtenu un titre de reconnaissance après guerre (carte de Combattant Volontaire de la Résistance) représentent environ 300 000 personnes.

Jean-Marie Guillon partage le constat fait par Pierre Laborie sur l'accueil réservé au *Dictionnaire* et sur le sens à lui donner. Plus généralement, il y a contraste entre, d'un côté, la forte dimension mémorielle de la Résistance et la diversité de son historiographie, et de l'autre, la médiatisation relativement faible que celle-ci rencontre.

Pierre Laborie revient sur la notion de « résistancialisme ». Il est frappant de voir qu'elle aboutit à reprendre et à légitimer des notions lancées dans l'après-guerre par les milieux « néo-vichystes ». Certes, dans *Le syndrome de Vichy*, Henry Rousso a veillé à s'en distancier en reprenant la notion avec une orthographe différente (« résistancialisme » avec un c au lieu du « résistancialisme » avec un t, expression forgée dans l'après-guerre), mais c'est la notion même et ses usages qui sont discutables¹⁵.

Sur la vulgate « 1000 000 résistants/100 000 collaborateurs, au-delà des chiffres le fond du problème est de mettre un signe égal entre deux phénomènes qui n'ont rencontré en aucune façon le même écho dans la société française. Les collaborateurs ne bénéficient d'aucune manifestation d'entraide ou de sympathie spontanée, la Milice est haïe par la quasi-totalité de la population. A l'inverse, si l'on fait abstraction de la dimension sociale du phénomène résistant pour la réduire aux effectifs des organisations clandestines, on dénature sa réalité, on nie sa complexité et on commet un non-sens historique.

Pour **Antoine Prost**, au fond, un « politiquement correct » a chassé un autre « politiquement correct ». Sur l'attitude de la population française, il y a un chiffre à garder en mémoire : lors de la rafle du Vel d'Hiv de juillet 1942, les Allemands prévoient de rafler 28 000 juifs or le bilan sera nettement inférieur, autour de 14 000.

Jean-Marie Guillon souligne que la figure du « Juste » paraît se substituer aujourd'hui à celle du résistant en tant que figure exemplaire, alors que cette figure est une construction politique d'après-guerre. Par ailleurs, les premiers travaux sur la mémoire de la Résistance ont abouti à une vision très schématique, celle de deux mémoires concurrentes dominant totalement le champ: la mémoire communiste contre la mémoire gaulliste. Or, non seulement d'autres mémoires se sont exprimées sur le plan national, mais cette vision néglige le fait qu'il existe des mémoires régionales de la Résistance.

Claire Andrieu évoque le cas d'une population résistante « non médiatique », celle qui s'engage dans l'hébergement des aviateurs alliés. La mémoire de cette aide existe peu dans les publications universitaires mais est très présente dans les familles. On la trouve également dans une certaine filmographie populaire. Régionalement, cela concerne surtout, pour des raisons évidentes liées aux itinéraires utilisés par les vols de bombardiers, le nord de la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie. La mémoire de l'hébergement des soldats et aviateurs alliés n'a pas émergé dans l'espace public national, mais elle connaîtra peut-être la même évolution que la mémoire du génocide. Cette dernière a d'abord circulé dans la sphère

¹⁵ Le chanoine Desgranges est l'auteur d'un ouvrage *Les crimes masqués du résistancialisme*, publié en 1948, dans lequel il dénonce « l'exploitation d'une épopée sublime par le gang tripartite à direction communiste ».

privée avant de prendre place dans le débat public à la fin des années 1960. Le passé ne se perd pas facilement.

Echanges avec le public (classés par thèmes):

1. *Les initiatives du président de la République (commémoration du 22 octobre, etc.)*

Jean-Marie Guillon rappelle qu'un ouvrage est sorti récemment sur ce sujet, auquel il a participé ¹⁶ L'instrumentalisation politique de la Résistance n'est pas spécifique à l'actuel président de la République. Elle est intéressante à analyser en la replaçant dans le long terme, dans l'utilisation des symboles : De Gaulle fait aujourd'hui consensus. On peut aussi observer que Nicolas Sarkozy aux Glières reprend les images de François Mitterrand à Solutré. La lecture de la lettre de G. Môquet relève d'un autre registre. En tant qu'enseignant, ce type d'initiative lui paraît relever d'une imposition mémorielle qui va contre la liberté pédagogique, avec le risque d'une histoire officielle. Il faut conserver le rôle critique de l'enseignement et sa nécessaire indépendance.

Antoine Prost rappelle que d'autres lettres de jeunes fusillés ont été éditées et sont utilisables en classe ¹⁷.

2. *Les manuels scolaires*

Plusieurs interventions de la salle évoquent le fait que le décalage entre l'historiographie et les manuels scolaires est classique et n'est pas propre à l'histoire de la Résistance. Par ailleurs, un enseignant rappelle combien les élèves ont en tout état de cause une image valorisante de la Résistance.

Jean-Marie Guillon souligne qu'en l'occurrence ce décalage coïncide avec une vulgate véhiculée également par les media.

Pierre Laborie : Avec la nouveauté de l'enseignement de la mémoire, le risque est de tout indifférencier, d'abandonner le registre et les exigences critiques de l'histoire. On retrouve dans les manuels ce qui imprègne la littérature journalistique, où on joue en permanence sur une équivalence entre histoire et mémoire.

3. *Les « vichysto-résistants »*

Claire Andrieu évoque une thèse en cours sur ce sujet ¹⁸, consacrée aux parcours passant par Vichy pour aller vers la Résistance, qui fera le point sur la notion elle-même. Un ouvrage

¹⁶ Laurence de Cock et alii, *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, Agone, 2008, 203 p.

¹⁷ Guy Krivopissko (éd.), *La vie à en mourir. Lettres de fusillés 1941-1944*, Le Seuil, coll. Points-Histoire, 2006.

¹⁸ Johanna Barasz, *De Vichy à la Résistance: les « Vichysto-résistants » 1940-1945*, thèse de doctorat d'histoire en cours, IEP de Paris.

destiné au grand public cultivé est paru cette année à ce sujet¹⁹. La curiosité sur cette question a été aiguïlée par le propre parcours de F. Mitterrand, mais le risque est de faire de la catégorie un fourre-tout. **Jean-Marie Guillon** quant à lui exprime un avis critique à l'égard de cette expression et de ses usages possibles.

Antoine Prost indique qu'au-delà des figures connues, d'autres parcours sont, en tout état de cause, intéressants à étudier. Il prend l'exemple du syndicalisme sous Vichy, en référence au récent colloque de Paris VIII édité par les PUR²⁰ qui montre les itinéraires de certains syndicalistes proches de René Belin et qui se sont ralliés à la Résistance.

4. *Les archives de la Résistance*

En réponse à une question sur les garanties données aux détenteurs de ces archives, **Antoine Prost** rappelle qu'un Guide a été édité à leur intention qui rappelle les règles en vigueur, et qu'une des missions de la Fondation de la Résistance est de répondre à ce type de questions²¹. La question des garanties et des précautions entourant l'utilisation des archives est effectivement fondamentale : si toutes les archives étaient en accès libre à tout le monde et sans conditions, le risque serait tout simplement que les versements d'archives se tarissent.

5. *Histoire et mémoire*

Claire Andrieu n'oppose pas histoire et mémoire. L'histoire passe la mémoire au crible des vérifications, mais l'historien est lui-même porteur de mémoire. En outre, certains sujets ne peuvent être traités que par ou avec les témoignages oraux. La responsabilité de l'historien l'oblige à se pencher aussi sur la mémoire et le témoignage.

Antoine Prost rappelle que dans 50 ans, on peut prévoir sans risque que ce sera la fin des résistants et qu'il existera toujours des historiens. Mais évoquer la Résistance en milieu scolaire restera est un choix idéologique, au sens fort. La fonction de l'enseignement n'est pas de former des historiens mais d'expliquer d'où nous venons. Faut-il continuer à enseigner l'histoire de la Résistance ? La réponse est d'ordre politique. Il y a une importance d'un point de vue civique : dire non au pouvoir établi. Cela dit, que sera l'enseignement de l'histoire de la Résistance dans 50 ans ? Une histoire "froide" serait sans réelle valeur éducative.

Il note que l'effort consenti par l'Etat ou les collectivités locales pour les musées de la Résistance apparaît plus faible que pour ceux consacrés à 1914/1918. D'un côté, il y a des réalisations ou des projets aussi importants que l'Historial de Péronne, Verdun, Meaux, Ypres. De l'autre, il y a certes le Mémorial de Caen et quelques autres musées importants (Champigny-sur-Marne, le Mémorial Leclerc-Jean Moulin à Paris, etc.) mais surtout bon nombre de petits musées qui ne tiennent que grâce au bénévolat et dont la pérennité n'est pas assurée...

¹⁹ Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants, de 1940 à nos jours*, Paris, Perrin, 2008.

²⁰ Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky (dir.), *Le syndicalisme dans la France occupée*, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 508 p.

²¹ *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation*, disponible sur demande auprès de la Fondation de la Résistance (tél F. Malassis 01 47 05 67 87).